



Le gros livre (412 pages) que vient de publier Michel Rocard sous le titre *Suicide de l'Occident, suicide de l'humanité ?* (éditions Flammarion), mérite vraiment d'être lu. D'ailleurs, il se lit bien. Il se caractérise même par une vertu pédagogique que l'on n'a pas toujours trouvée au même degré dans les précédents livres de Michel Rocard.

Pour connaître Michel Rocard depuis plus de quarante ans, je puis attester que ce livre dans lequel il récapitule, reprend, prolonge ces quarante années – et même davantage ! – de réflexions nourries par l'action lui ressemble profondément, qu'il synthétise une pensée, une démarche, un rapport à la politique qui tranche puissamment avec celui qu'entretiennent tous ceux pour lesquels elle n'est d'abord qu'un pugilat ou une inlassable course d'obstacles pour nourrir des ambitions personnelles.

Michel Rocard y est fidèle à lui-même, à ses conceptions, en vertu desquelles : la décentralisation est un impératif absolu – c'était déjà son discours de Grenoble en 1966 – ; le socialisme s'est longtemps égaré en s'identifiant à l'étatisme ou en faisant de l'État le principal – voire le seul – acteur économique ; nous avons besoin d'un État efficace et non omnipotent ; la régulation du marché est indispensable, même si le marché est myope et qu'il ne saurait donc définir les relations optimales au sein des sociétés humaines ; la spéculation est immorale et le monétarisme est une erreur absolue ; l'Europe doit devenir une authentique puissance publique ; le sort de la planète dépend de décisions que l'on ne peut plus reporter au nom des responsabilités qui sont les nôtres à l'égard des générations futures...



J'arrête là. La liste serait longue. J'ajoute que le titre de ce livre est quelque peu trompeur. Michel Rocard en a convenu lors d'une émission récente, renvoyant la faute... à son éditeur. Ce livre n'est pas pessimiste. Il est lucide, il est réaliste. Il ne cache rien des menaces, des risques. Et s'il est exigeant – sans concession – sur l'analyse des dérives, catastrophes et mauvaises décisions prises – qu'il s'agisse d'économie, de politique ou d'écologie –, c'est pour mieux mettre l'accent sur les décisions à prendre, les réformes à accomplir, les évolutions à mettre en œuvre pour répondre à la situation qu'il a diagnostiquée.

De surcroît, cet ouvrage s'inscrit dans une démarche résolument globale, mondiale et planétaire. Les enjeux pour la France et l'Europe sont dûment traités, mais le livre prend en compte l'inéluctable mondialisation qui est un fait qui s'impose à nous. Il rompt ainsi de manière très salubre avec les conceptions politiques trop « hexagonalistes » dont nous sommes rassasiés. Ce livre est celui d'un honnête homme. C'est un cri d'alarme et, en même temps, un acte de confiance. Je publie ci-dessous plusieurs citations, pour celles et ceux qui en douteraient. Je le recommande de tout cœur.

Jean-Pierre Sueur

Respect de la nature

« Seul, à ma connaissance, Karl Marx laisse échapper dans une note de travail, vers 1860, que nous n'avons aucun droit sur la nature et qu'il nous appartient de la restituer à nos enfants qui ont autant de droits sur elle que nous, dans l'état où nous l'avons trouvée. »

Une lourde responsabilité prise en 1971

« En 1971, Richard Nixon, président des États-Unis, décide en août la rupture du lien fixe entre le dollar et l'or. Il met ainsi fin au régime des changes fixes qui tenait depuis quelque vingt-six ans, et pousse par là le monde dans un désordre monétaire massif dont il n'est pas sorti depuis. Tout devient instable, prix des matières, taux d'intérêt et cours des changes. Pour se protéger de cette volatilité, la finance invente d'innombrables procédures et montages dont le résultat final aujourd'hui est une aggravation de la menace du krach général. »

Le profit

« L'OCDE a publié en 2010 un calcul qui cumule les résultats macroéconomiques de quinze de ses États membres. Sur les trente années de 1976 à 2006, la part des salaires dans le PIB (y compris les salaires « indirects », c'est-à-dire la protection sociale) qui était encore de 67,3 % en 1980, est tombée à 57,3 % en 2006, soit exactement 10 % de moins, un bon millier de milliards d'euros. Tout cet argent, toute cette richesse produite, qui, en cumulé sur la période, approche sans doute les 100 à 200 trillions d'euros (on appelle trillion, T, la nouvelle unité monétaire utile de 1 000 milliards d'euros ou de dollars selon ce qu'on mesure...) n'est pas venu grandir la part des impôts dans le PIB, restée au total approximativement stable. Elle est venue grossir la catégorie multiple et diverse du profit. »

Les propriétaires évanescents des entreprises

« À la Bourse de Londres, on a pu calculer que pendant la période des Trente Glorieuses, la durée moyenne de détention d'une action de société par le même propriétaire était de l'ordre de sept ans. En 2005-2006, juste avant la crise financière (dernières années de mesure), elle était tombée à moins d'un an. Aux dernières nouvelles, et trading ultrarapide informatisé inclus, on en serait à douze secondes ! On n'est plus actionnaire par intérêt et confiance dans une entreprise, on est actionnaire pour spéculer... Le vrai corps des propriétaires d'une entreprise ne la connaît guère, et n'a plus la légitimité pour la diriger, ce qu'il continue pourtant à faire. En cas de crise profonde, tout cela peut devenir extrêmement grave. (...) Comme, en outre, de restructuration en restructuration, les unités productives de base changent de rattachement et de nom très fréquemment, la masse des travailleurs ne sait plus pour quels propriétaires elle travaille et moins encore à quelle entreprise doit s'attacher sa conscience professionnelle. »

Les Bourses montent lorsque le chômage augmente

« Les Bourses montent lorsque le chômage augmente. La précarité elle aussi sans doute, mais de cela on ne sait rien : pas de mesures, silence. Il n'y a aucun mystère à ce phénomène moralement inacceptable : toute annonce de plan de licenciement est une bonne nouvelle pour les actionnaires puisque c'est la promesse d'une diminution – peut-être – des charges, en tout cas d'une limitation de leur pression. Et l'amélioration des bourses fait partie de l'embellie temporaire. »

98 % d'opérations spéculatives

« Le volume des liquidités mondiales en circulation est en train d'approcher les 800 trillions de dollars, soit plus de trois fois le PIB mondial. De 600 en 2006, il est tombé aux environs de 500 en 2008 à cause de la crise qui, donc, a fait se volatiliser entre 100 et 200 trillions de dollars ! En 2006, juste avant l'explosion générale, le rapport annuel de la BRI montrait que cette énorme quantité de liquidités était affectée pour environ 2 % au paiement d'importations,

d'exportations ou d'échanges de services, et pour quelque 98 % à des opérations spéculatives. »

Pour une « renaissance d'une forte identité d'entreprise »

« Je ne crois pas possible la redécouverte d'une nouvelle croissance, surtout appuyée sur des technologies innovantes notamment écologiquement, s'il n'y pas renaissance d'une forte identité d'entreprise, d'une fierté d'entreprise même, tirée tant de l'innovation que de l'insertion sociale. Il faut une refonte des statuts de l'entreprise, y associant bien plus qu'aujourd'hui ceux qui y créent, y produisent et y travaillent réellement. Une telle réforme serait en outre la condition majeure pour que se développent à l'intérieur de l'entreprise des forces de cohésion capables d'empêcher les dépèchements abusifs aussi bien que les licenciements boursiers. »

Sur le marché

« Il est essentiel à mon sujet de rappeler le souvenir des dernières grandes controverses autour du point de savoir si le marché pouvait être compatible avec l'intérêt général ou si c'est le marché lui-même qu'il fallait supprimer. C'est Staline qui tranche ; et dans le mauvais sens. Mais ce que Boukharine essaya de défendre à ces occasions est la clé du propos général de ce livre : nous sommes en économie de marché pour longtemps et entendons y rester. Il s'agit de savoir si, et dans quelles conditions, le marché peut intégrer et supporter la défense de l'intérêt collectif. (...) L'économie de marché ne découle pas des lois découvertes par l'économie à propos de la quantification des subsistances. Pour l'économie, il est sans doute concevable que quelque système de rationnement et de distribution complexe et diversifié suffise à assurer la subsistance de l'espèce humaine. C'est son besoin constitutif d'autonomie, donc de liberté de choix, et par conséquent d'imprévisibilité, qui l'interdit et appelle le marché. Marx, à mon sens, conviendrait de tout cela. Mais il n'est pas allé dans cette direction. Il s'est situé en aval. Son analyse impitoyable, mais tragiquement réaliste des déséquilibres structurels du marché concluait à une explosion de la violence probable, pas à la suppression du marché. Ce sont certains de ses successeurs, déviants par rapport à lui, dans la lignée de Kautsky, qui conçurent l'idée folle et génocidaire de supprimer le marché et de le remplacer par le rationnement. Seul le malheureux Boukharine, on l'a vu, tenta en vain de s'opposer à cette dérive. »

Autodénigrement

« La France se meurt de son autodénigrement. »

La Banque centrale européenne

« On ne pouvait bien sûr créer une monnaie unique sans créer une banque centrale pour l'émettre et la gérer. Cela fut fait. Mais les gardiens des dogmes maléfiques veillaient.

Allégeance à la doctrine monétariste dominante, la Banque centrale européenne eut l'interdiction de financer les États, ni leur trésorerie ni leurs déficits ni leur dette. Allégeance à la souveraineté nationale, contrairement à la situation de toute banque centrale du monde. »

Le sort des générations futures

« Ce viatique de l'art de vivre ensemble montre bien que le savoir économique – la science économique ? – fait fausse route lorsqu'il croit possible de traiter la grande menace d'affaissement qui nous assaille uniquement à partir du champ d'investigation qui est le sien. Le quantitatif ne saurait suffire. Il faut une pensée globale de la société des hommes, de leurs identités et de leur dignité. Ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible d'intégrer à nos savoirs, et à nos règles, ce que nous oublions tant désormais : le sort des générations futures. »

.